

# SENAT DE BELGIQUE

SESSION EXTRAORDINAIRE DE 1991-1992

24 JUIN 1992

**Proposition de résolution relative à une intervention militaire sélective dans l'ex-Yougoslavie et à l'aide humanitaire à celle-ci**

**RAPPORT  
FAIT AU NOM  
DE LA COMMISSION  
DES RELATIONS EXTERIEURES  
PAR M. VAN WAMBEKE**

L'auteur principal de la proposition de résolution souligne que celle-ci trouve son origine dans le souci de tenter de mettre fin, plus résolument que ce n'a été le cas jusqu'à présent, aux événements dramatiques de Sarajevo, où les risques de famine commencent à se manifester.

Il estime qu'il est impossible de ne pas désigner comme principal coupable de l'extrême violence le

Ont participé aux travaux de la commission :

1. Membres effectifs : MM. De Croo, président; Benker, Borremans, De Backer, de Donnée, Dierickx, Erdman, Gijs, Hasquin, Henneuse, Hotyat, L. Kelchtermans, Mmes Lieten-Croes, Maes, MM. W. Martens, Pécriaux, Verschueren, Wintgens et Van Wambeke, rapporteur.

2. Membres suppléants : M. Desutter, Mme Harnie, MM. Hatry, Jonckheer, Kuijpers, Leclercq, Maertens, Snappe et H. Van Rompaey.

3. Autres sénateurs : M. Buelens et Mme Verhoeven.

**R. A 15950**

*Voir :*

Document du Sénat :

390-1 (S.E. 1991-1992) : Proposition de résolution.

# BELGISCHE SENAAAT

BUITENGEWONE ZITTING 1991-1992

24 JUNI 1992

**Voorstel van resolutie betreffende een selectief militair ingrijpen in en humanitaire hulp aan ex-Joegoslavië**

**VERSLAG  
NAMENS DE COMMISSIE  
VOOR DE BUITENLANDSE BETREKKINGEN  
UITGEBRACHT  
DOOR DE HEER VAN WAMBEKE**

De hoofdindieners van het voorstel van resolutie beklemtoont dat dit ontstaan is uit de bekommernis om, kordater dan tot nu toe, te trachten een einde te maken aan de dramatische gebeurtenissen in Sarajevo, waar hongersnood begint te dreigen.

Hij meent dat niemand er omheen kan, als hoofdschuldige voor het grote geweld, het Servische regime

Aan de werkzaamheden van de Commissie hebben deelgenomen :

1. Vaste leden : de heren De Croo, voorzitter; Benker, Borremans, De Backer, de Donnée, Dierickx, Erdman, Gijs, Hasquin, Henneuse, Hotyat, L. Kelchtermans, de dames Lieten-Croes, Maes, de heren W. Martens, Pécriaux, Verschueren, Wintgens en Van Wambeke, rapporteur.

2. Plaatsvervangers : de heer Desutter, mevr. Harnie, de heren Hatry, Jonckheer, Kuijpers, Leclercq, Maertens, Snappe en H. Van Rompaey.

3. Andere senatoren : de heer Buelens en mevr. Verhoeven.

**R. A 15950**

*Zie :*

Gedr. St. van de Senaat :

390-1 (B.Z. 1991-1992) : Voorstel van resolutie.

régime serbe, qui attaque sans conteste des territoires croates et bosniaques, en d'autres termes, qui commet une agression contre des Etats internationalement reconnus.

Non seulement la violence guerrière sème la mort, mais elle provoque en outre d'immenses dégâts matériels et provoque un flux considérable de réfugiés (un million et demi).

Les plaintes émises à propos de l'intervention de l'Occident et des Nations Unies portent sur:

- 1° son caractère tardif;
- 2° son caractère hésitant.

C'est la raison d'être de la proposition de résolution qui entend y réagir. L'intervenant veut qu'il se passe quelque chose et que le Gouvernement soit chargé d'insister auprès des Nations Unies pour que l'on place à l'ordre du jour une proposition allant au-delà de ce qui s'est fait jusqu'à ce jour: restreindre les moyens des assaillants en limitant leur liberté de mouvement. Il serait insensé de procéder à une intervention militaire directe, mais pas de prendre en mains des éléments vitaux.

Personne, au sein de la commission, ne s'oppose à l'objet de la proposition. Il existe certes des objections à propos d'un certain nombre de formulations. Elles sont abordées de manière circonstanciée lors d'une première discussion.

Plusieurs commissaires ne croient pas à l'efficacité ou au bien-fondé d'une intervention militaire même limitée. Ils s'opposent également à la rupture des dernières possibilités de dialogue.

Bien entendu, l'attention se concentre surtout sur le dispositif.

En ce qui concerne le 1°, un membre demande s'il vise uniquement la force aérienne ou s'il couvre également les troupes terrestres. Dans ce dernier cas, il craint un massacre de la part de l'artillerie lourde serbe installée autour des terrains d'aviation.

Il signale à ce propos le refus du Secrétaire général des Nations Unies d'envoyer des casques bleus en grand nombre, notamment parce que ce dernier estime que les Serbes ne sont pas les seuls à se rendre coupables de violence guerrière.

Quant à l'interdiction d'utiliser les terrains d'aviation, il considère qu'il faut d'abord demander à des experts militaires quels sont les risques liés à une telle opération et quelle peut être l'efficacité de celle-ci.

Le Parlement européen, poursuit-il, a rejeté toute intervention militaire, même limitée, mais il plaide pour le maintien du dialogue.

Il craint qu'une intervention militaire étrangère ne cimente à nouveau en Serbie les groupes désagrégés, las de la guerre.

aan te wijzen dat ontegensprekelijk aanvalt op Kroatisch en op Bosnisch grondgebied, m.a.w. een agressie pleegt tegen internationaal erkende Staten.

Het oorlogsgeweld veroorzaakt niet alleen doden maar ook onoverzienbare stoffelijke schade en een aanzienlijke stroom vluchtelingen (anderhalf miljoen).

De klachten die men hoort over het optreden van het Westen en van de V.N. slaan op:

- 1° de laattijdigheid ervan;
- 2° hun aarzelend karakter.

Vandaar dit voorstel van resolutie, als reactie. Hij wil dat er iets gebeurt en wel dat de Regering zou opgedragen worden, binnen de V.N. aan te dringen om aan de agenda een voorstel te brengen dat verder strekt dan wat tot nu toe gebeurde: de aanvallers in hun middelen te beknotten, via het beperken van hun bewegingsvrijheid. Een regelrechte militaire interventie ware onzinnig, het in handen nemen van vitale schakels ware dit niet.

Er is in de Commissie niemand die gekant is tegen de strekking van het voorstel. Er bestaan wel bedenkingen tegen een aantal formuleringen. Tijdens een eerste bespreking komen die uitvoerig aan bod.

Verschillende leden geloven niet in de doeltreffendheid of de wenselijkheid van een zelfs beperkt militair ingrijpen. Zij zijn ook gekant tegen het afbreken van de laatste dialoogmogelijkheden.

Vanzelfsprekend gaat de grootste aandacht naar het beschikbare gedeelte.

In verband met 1° vraagt een lid of alleen luchtmacht bedoeld wordt dan wel ook grondtroepen. In het laatste geval vreest hij voor afslachting door de zware Servische artillerie die rond de vliegvelden opgesteld staat.

Hierbij wijst hij op de weigering van de secretaris-generaal van de V.N. om blauwhelmen in groten getale te zenden, o.m. omdat volgens deze niet alleen de Serviërs schuldig zijn aan het oorlogsgeweld.

I.v.m. een verbod vliegvelden te gebruiken meent hij dat men eerst aan militaire deskundigen moet vragen welke risico's aan zulke operatie verbonden zijn en hoe doeltreffend deze wel kan zijn.

Het Europese Parlement, zo vervolgt hij, heeft elke militaire interventie, zelfs een beperkte, verworpen. Wel pleit het voor een handhaven van de dialoog.

Hij vreest dat een buitenlands militair ingrijpen de uiteenvallende en oorlogsmoede groepen in Servië opnieuw zal doen aaneensluiten.

Enfin, la Belgique doit être consciente du rôle militaire qu'elle sera éventuellement prête à assumer si la proposition en discussion est adoptée. Pour être conséquente, la résolution devrait comporter un alinéa précisant jusqu'où elle est prête à aller.

Un autre commissaire estime que la situation a trop évolué pour que l'on puisse encore envisager une intervention militaire limitée comme l'indique le texte.

Il souligne également que le sud des Balkans, y compris de l'ex-Yougoslavie, connaît une situation différente de celle du nord.

En outre, un mouvement démocratique se développe au sein de l'église orthodoxe serbe. Il convient de l'appuyer.

L'intervenant considère qu'il n'est pas réaliste de passer outre à ce que la Serbie réalise au Kosovo et en Vojvodine Bačka. La Belgique doit adopter une attitude positive à l'égard des élections libres qui ont été organisées au Kosovo. Aucune solution n'y est possible sans la collaboration de la Grèce, de l'Albanie, du Monténégro et de la Macédoine.

L'opinion qui prédomine au sujet du 2<sup>o</sup> est la même qu'au sujet du 1<sup>o</sup>: cela n'est pas réalisable sur le terrain.

Pour ce qui est du 3<sup>o</sup>, l'on émet la réflexion que, notamment à cause du régime serbe, le boycott économique touche surtout des civils: les habitants opprimés de la Vojvodine Bačka et du Kosovo; ces régions sont littéralement vidées.

En ce qui concerne le 4<sup>o</sup>, un membre souligne que cette position contraste violemment avec celle adoptée par le Parlement européen, qui souhaite maintenir un contact avec l'ex-régime yougoslave.

Il y a pourtant des membres qui soutiennent ce texte.

Un membre craint que le 5<sup>o</sup> soit également difficilement applicable. En effet, quelles seraient ces «frontières reconnues»?

Enfin, de par son caractère général, le texte du 6<sup>o</sup> ne donne guère lieu à critique.

Un membre qui se dit plus proche des critiques que du texte lui-même, craint, d'une manière générale, que la résolution ne contribue à une extension du conflit. Un embargo économique lui semble le maximum acceptable. L'aide humanitaire n'arrive qu'au compte-gouttes. Il estime préférable de soutenir les mouvements démocratiques au sein de la nouvelle Yougoslavie que de s'opposer carrément au régime en place.

Un autre membre se dit très sceptique à l'égard du texte et doute fortement de l'efficacité d'une interven-

Tenslotte moet België beseffen welke militaire rol het eventueel bereid is te spelen indien op dit voorstel zou ingegaan worden. Om consequent te zijn zou de resolutie een lid moeten bevatten dat naar deze bereidheid verwijst.

Een ander lid acht de toestand te ver geëvolueerd om nog in aanmerking te komen voor een beperkt militair ingrijpen als geschetst door de tekst.

Hij wijst er ook op dat het zuiden van de Balkan, ook van ex-Joegoslavië, een andere toestand kent dan het noorden.

Bovendien groeit binnen de Servische orthodoxe kerk een democratische beweging. Het is zaak, deze te steunen.

Hij vindt het niet realistisch, voorbij te gaan aan wat Servië in Kosovo en in de Vojvodina Batsjka uitricht. België moet een positieve houding aannemen tegenover de vrije verkiezingen die in Kosovo werden gehouden. Daar is geen oplossing mogelijk zonder medewerking van Griekenland, Albanië, Montenegro en Macedonië.

De overwegende mening over 2<sup>o</sup> is dezelfde als die over 1<sup>o</sup>: dit is niet verwezenlijkbaar op het terrein.

Bij 3<sup>o</sup> wordt de bedenking naar voren gebracht dat, mede door toedoen van het Servische regime de economische boycot vooral burgers treft: onderdrukte bewoners van Vojvodina Batsjka en van Kosovo; deze gebieden worden letterlijk leeggehaald.

Inzake 4<sup>o</sup> vestigt een lid de aandacht op het feit dat, in scherpe tegenstelling hiermede, het Europese Parlement contact met het ex-Joegoslavische regime wil behouden.

Toch zijn er ook leden die deze tekst steunen.

Een lid vreest dat ook 5<sup>o</sup> moeilijk toepasbaar is. Want welke zouden die «erkende grenzen» zijn?

De tekst van 6<sup>o</sup> tenslotte geeft door zijn algemeenheid weinig aanleiding tot kritiek.

Een lid, dat verklaart dichter bij de critici van de tekst te staan dan bij de tekst zelf, vreest in het algemeen dat de resolutie een uitbreiding van het conflict in de hand zou kunnen werken. Een economisch embargo lijkt hem het uiterste maximum van wat aanvaardbaar is. De humanitaire hulp komt slechts druppelsgewijs toe. Hij vindt het beter, de democratische bewegingen binnen romp-Joegoslavië te steunen dan tegen het heersende regime vierkant in te gaan.

Een ander lid toont zich zeer sceptisch tegenover de tekst en twijfelt zeer aan de doeltreffendheid van een

tion militaire éventuelle. Selon lui, l'on manque par trop d'informations au sujet de la coordination en la matière au sein de la C.E.

L'un des cosignataires de la proposition de résolution explique que le texte initial mentionnait bel et bien les territoires du Kosovo et de Vojvodine Bačka. Il était lui-même favorable à la suppression de cette mention afin que le texte vise un objectif aussi précis et limité que possible.

Il souligne également que le texte ne plaide pas directement en faveur d'une intervention militaire, mais insiste seulement pour qu'une discussion en la matière puisse être mise à l'ordre du jour. Il confirme que la Belgique doit être prête à participer éventuellement dans le sens qu'elle préconise.

Le ministre ne doute pas non plus des intentions louables des auteurs. Toutefois, le drame, c'est que le conflit est bien plus étendu que ce dont traite le texte: la question de la Bosnie ne peut être sortie de son contexte yougoslave, voire même de la situation dans les Balkans. Il confirme que l'Europe et les Nations Unies sont intervenues trop tard et d'une manière inefficace; quant au fond, il ne désapprouve pas la proposition de résolution.

Il expose l'état de la question au niveau des Nations Unies.

La résolution n° 752 détermine les obligations des parties en cause.

La résolution n° 757 impose un embargo économique parce qu'au moins les Serbes ne respectent pas les termes de la résolution susmentionnée.

Il fut déjà difficile de trouver une majorité pour voter cette dernière résolution. D'emblée, on a douté de son efficacité. En effet, la situation est complexe et confuse. La Hongrie, la Roumanie et la Grèce sont à l'origine de certaines fuites.

La résolution n° 758 vise à envoyer une aide humanitaire en Bosnie, surtout à Sarajevo, et à regagner le contrôle de l'aéroport, sous certaines conditions.

Le Secrétaire général des Nations Unies, M. Boutros Ghali, a néanmoins des projets en la matière. Si les conditions du cessez-le-feu sont remplies, 1 000 casques bleus pourraient être envoyés à l'aéroport de Sarajevo. Ceux-ci devront reprendre toutes les armes des parties combattantes se trouvant dans le secteur, puis neutraliser la ville tout entière, après quoi ils dégageront un certain nombre de couloirs terrestres et aériens, afin de permettre à l'aide humanitaire d'arriver en Bosnie-Herzégovine.

Toutefois, même la première réunion du Conseil de Sécurité n'a pas pu avoir lieu, aucun cessez-le-feu n'ayant pu être réalisé.

eventueel militair ingrijpen. Hij meent dat er nog een groot tekort bestaat aan informatie over de coördinatie binnen de E.G. m.b.t. deze kwestie.

Een mede-ondertekenaar van het voorstel van resolutie verduidelijkt dat de oorspronkelijke tekst wel degelijk de probleemgebieden Kosovo en Vojvodina Batsjka vermeldde. Zelf heeft hij gepleit voor de schrapping ervan om een zo precies en beperkt mogelijk doel te kunnen treffen.

Hij wijst er ook op dat de tekst niet rechtstreeks pleit voor een militair ingrijpen, alleen voor het aan de agenda brengen van een bespreking hierover. Dat België bereid moet zijn om eventueel mee te doen in de richting die het zelf bepleit, kan hij beamen.

De Minister twijfelt evenmin aan de uitstekende bedoelingen van de indieners. Het drama wil echter dat het conflict ruimer is dan wat in de tekst behandeld wordt: de Bosnische kwestie kan men niet uit haar Joegoslavisch, ja haar Balkan-verband halen. Hij beaamt dat Europa en de V.N. te laat en ondoeltreffend zijn opgetreden; en ten gronde is hij het niet oneens met het voorstel van resolutie.

Hij licht de stand van zaken toe op het niveau van de V.N.

Resolutie 752 bepaalt de plichten van de betrokken partijen.

Resolutie 757 legt een economisch embargo op omdat tenminste de Serviërs zich aan de voormelde resolutie niet houden.

Voor deze resolutie kon al slechts met moeite een meerderheid gevonden worden. Van meet af aan twijfelt men aan de doeltreffendheid van deze resolutie. De toestand is immers ingewikkeld en verward. Lekken bestaan via Hongarije, Roemenië en Griekenland.

Resolutie 758 strekt tot het zenden van humanitaire hulp naar Bosnië, vooral naar Sarajevo en tot het in handen nemen van het vliegveld aldaar onder bepaalde voorwaarden.

V.N.-secretaris-generaal Boutros Ghali heeft wel plannen. Indien de voorwaarden voor het staakt-het-vuren vervuld zijn, zouden 1 000 blauwhelmen naar het vliegveld van Sarajevo kunnen gestuurd worden. Die moeten alle wapens van alle strijdende partijen in de buurt overnemen; daarna heel de stad neutraliseren, nog later een aantal doorgangen te land en in de lucht, dit alles teneinde humanitaire hulp in heel Bosnië-Herzegovina te kunnen brengen.

Doch zelfs de eerste vergadering van de Veiligheidsraad heeft niet kunnen plaatsvinden, omdat het nooit tot een staakt-het-vuren gekomen is.



Le texte de la résolution prétend que le maintien de la paix est impossible. Cela n'est pas certain. Du moins, telle n'est pas l'opinion de la Communauté européenne.

En ce qui concerne l'aspect militaire, le ministre est entièrement d'accord sur les critiques qui ont été formulées.

Pour terminer, il garantit que ni la Belgique ni le Conseil européen des ministres n'est disposé à sacrifier des militaires.

Une intervention n'a pas de sens, parce que tout le monde tire sur tout le monde. Puisque le secrétaire général des Nations Unies estime que les conditions pour l'application de la résolution n° 758 ne sont même pas remplies, une intervention militaire est encore moins envisageable.

Il est vrai que le danger augmente au Kosovo, et que c'est dans cette province, de même qu'en Vojvodine, que la population souffre le plus de l'embargo. La Communauté européenne ne conteste pas la validité des élections qui y ont été organisées. A cet égard, elle s'en tient aux règles de conduite suivantes:

- la Serbie doit restaurer l'autonomie du Kosovo; la province autonome du Kosovo doit, pour sa part, respecter la minorité serbe et ne pas tenter de modifier les frontières par la force;

- l'Albanie ne doit pas se mêler au conflit;

- tous les Etats voisins doivent être associés à une conférence sur les Balkans, qui se tiendra ultérieurement.

Il est également exact que les Serbes font surtout peser l'embargo sur le Kosovo et sur la Vojvodine Bačka. Le ministre examinera avec le Secrétaire général des Nations Unies ce que la Belgique peut faire, mais le résultat n'ira certainement pas dans le sens de la proposition de résolution.

Le ministre s'oppose plus particulièrement au 4<sup>e</sup> du dispositif: on ne peut mener de négociations en fermant toutes les voies pouvant aboutir à un dialogue. De cette façon, des observateurs de la C.S.C.E. ne peuvent parvenir au Kosovo (qui, officiellement, fait toujours partie de la Yougoslavie).

Le ministre se rallie finalement à la suggestion d'un des membres: il serait bon de retravailler le texte au sein d'un groupe de travail; le ministre est disposé à y collaborer.

Le président appuie cette suggestion.

L'auteur de la proposition s'y rallie également. Il tient toutefois à attirer l'attention sur le fait que l'histoire dépeint les Serbes comme étant un peuple dominateur. Le régime actuel est également pan-serbe.

Ce qui le gêne, c'est que cette discussion pourrait entraîner une espèce de résignation. Souhaite-t-on par ailleurs intervenir préventivement au Kosovo?

De tekst van de resolutie beweert dat «peace-keeping» onmogelijk is. Dit is niet zeker. Althans de E.G. is niet van deze mening.

Wat het militaire aspect betreft, valt hij de geuite kritiek volmondig bij.

Tenslotte verzekert hij dat België, zomin als de Europese Ministerraad, bereid is militairen op te offeren.

Een ingrijpen heeft geen zin, omdat iedereen aan 't schieten is op iedereen. Daar de V.N.-Secretaris-Generaal meent dat niet eens de voorwaarden voor toepassing van resolutie 758 vervuld zijn, is een militair optreden nog minder denkbaar.

Het is juist dat het gevaar in Kosovo toeneemt en dat daar, net als in Vojvodina, de grootste slachtoffers van het embargo te vinden zijn. De E.G. betwist de geldigheid niet van de aldaar gehouden verkiezingen. Zij houdt zich ter zake aan de volgende gedragsregels:

- Servië moet de autonomie van Kosovo herstellen; het autonome Kosovo moet zijnerzijds de Servische minderheid eerbiedigen en niet trachten, grenzen met geweld te wijzigen;

- Albanië moet zich uit dit conflict houden;

- alle buurstaten moeten betrokken worden bij een nadien te houden Balkan-Conferentie.

Het is ook zo dat de Serviërs het gewicht van het embargo vooral op Kosovo en Vojvodina Batsjka leggen. De Minister zal met de Secretaris-Generaal van de V.N. nagaan of België iets kan doen. Dit zal echter beslist niet in de zin van het voorstel van resolutie gaan.

De Minister keert zich meer in 't bijzonder tegen punt 4<sup>e</sup> van het beschikkend gedeelte: zonder een dialoogkanaal open te houden kunnen geen onderhandelingen gevoerd worden. Zo zouden ook geen C.V.S.E.-monitoren tot Kosovo (dit is immers officieel Joegoslavië) kunnen doordringen.

Tenslotte gaat hij in op de suggestie van een der leden: het ware goed, de tekst te herwerken in een werkgroep; de Minister is bereid daarmee samen te werken.

De Voorzitter neemt deze suggestie over.

De indiener gaat er op in. Hij hecht er nochtans aan te beklemtonen dat de geschiedenis de Serviërs laat zien als een heersersvolk. Ook het huidige regime is Groot-Servisch.

Wat hem stoort, is het soort berusting dat uit heel de bespreking zou kunnen voortvloeien. Wil men anderszins in Kosovo preventief optreden?

La C.E. réagit lentement et avec hésitation. C'est pourquoi le ministre a l'intention de déposer une recommandation à laquelle toutes les parties peuvent, à bref délai, se rallier. Il insiste pour que l'on fasse de toute façon rapidement un pas dans ce sens.

A la suite des observations et des réflexions faites par des commissaires, l'auteur principal de la proposition revoit son texte. Le groupe de travail, qui se compose de membres des différents groupes et d'un représentant du ministre, y apporte encore quelques modifications.

\*  
\* \*

Le texte proposé au cours de la seconde discussion est libellé comme suit:

*Le Sénat,*

*Constatant*

*1° que, depuis le milieu de 1991, le régime serbe a agressé militairement la Croatie et que près d'un tiers du territoire de cette république a été occupé, que des dommages irréparables y ont été causés au patrimoine historique et que des milliers d'habitations et des centaines d'églises et d'hôpitaux y ont été détruits;*

*2° que, depuis le début d'avril 1992, cette agression a également été menée contre la république de Bosnie-Herzégovine, entraînant là aussi des dévastations matérielles considérables;*

*3° que cette violence guerrière a fait des milliers de victimes civiles innocentes en Croatie et en Bosnie-Herzégovine et que plus d'un million de réfugiés ont été chassés de chez eux;*

*4° que le régime serbe opprime plus de deux millions d'Albanais au Kosovo;*

*Considérant que non seulement la Belgique, mais aussi la communauté internationale ont reconnu l'indépendance des républiques de Slovénie, de Croatie et de Bosnie-Herzégovine;*

*Considérant que ni les initiatives de la Communauté européenne ni celles de l'O.N.U. n'ont pu jusqu'ici arrêter l'escalade de la violence guerrière et moins encore créer un état de paix;*

*Considérant les difficultés rencontrées au cours des opérations de maintien de la paix en Croatie et en Bosnie-Herzégovine, ainsi que la nécessité de soutenir pleinement les efforts déployés dans ce domaine par le secrétaire général et le Conseil de sécurité;*

*Considérant l'importance du maintien d'un dialogue avec les parties concernées;*

De E.G. reageert traag en aarzelend. Daarom is het zijn bedoeling, met een aansporing naar voren te komen waar alle partijen op korte termijn kunnen achter staan. Hij dringt aan om, hoe dan ook, vlug een signaal in die zin te geven.

Ingaande op de aanmerkingen en bedenkingen van de Commissie, herwerkt de hoofdindieners zijn tekst. De werkgroep, samengesteld uit leden van verschillende fracties en uit een vertegenwoordiger van de Minister, brengt hieraan nog enkele wijzigingen aan.

\*  
\* \*

De tekst, zoals hij voor een tweede bespreking op tafel ligt, luidt aldus:

*De Senaat,*

*Vaststellende*

*1° dat het Servisch regime sinds midden 1991 militaire agressie ontplooid heeft tegen Kroatië en dat nagenoeg één derde van het grondgebied van deze republiek bezet werd, dat aldaar onherstelbare schade werd aangebracht aan het historisch patrimonium, duizenden woningen, honderden kerken en hospitaalen werden verwoest;*

*2° dat sinds april 1992 deze agressie ook werd ontwikkeld tegen de republiek Bosnië-Herzegovina waardoor eveneens op grote schaal materiële verwoestingen werden aangericht;*

*3° dat door het oorlogsgeweld in Kroatië en in Bosnië-Herzegovina duizenden onschuldige burgerlijke slachtoffers zijn gevallen en meer dan één miljoen vluchtelingen uit hun woongebied verdreven;*

*4° dat het Servisch regime in Kosovo meer dan twee miljoen Albanen onderdrukt;*

*Overwegende dat niet alleen België maar ook de internationale gemeenschap Slovenië, Kroatië en Bosnië-Herzegovina erkend hebben als onafhankelijke republieken;*

*Overwegende dat noch de initiatieven van de Europese Gemeenschap, noch van de U.N.O. alsnog de escalatie van het oorlogsgeweld hebben kunnen tot stilstand brengen, laat staan een toestand van vrede scheppen;*

*Overwegende de moeilijkheden ondervonden in de «peace-keeping»-operaties in Kroatië en Bosnië-Herzegovina en de noodzaak ten volle de inspanningen van de Secretaris-Generaal en de Veiligheidsraad ter zake te ondersteunen;*

*Overwegende het belang van een instandhouding van een dialoog met de betrokken partijen;*

*Considérant que les partenaires au sein de la Communauté européenne et internationale ont adopté à plusieurs reprises une attitude hésitante quant à la nécessité d'une action plus résolue face à cette situation inadmissible;*

*Décide de charger sans délai le Gouvernement belge, dans le cadre de la Communauté européenne et de l'O.N.U., de:*

*1° veiller à ce que tous les membres de l'O.N.U. observent strictement toutes les dispositions des résolutions n<sup>os</sup> 752 et 757 du Conseil de sécurité, afin que l'embargo économique produise un maximum de résultats;*

*2° mettre tout en œuvre pour que la résolution n<sup>o</sup> 758 soit exécutée, selon la lettre et l'esprit, aussi rapidement que possible, en vue de la réouverture de l'aéroport de Sarajevo sous le contrôle des Casques bleus de l'O.N.U., afin de pouvoir créer une zone de sécurité permettant l'acheminement de l'aide humanitaire;*

*3° d'une part, suspendre sans délai tout contact avec les représentants de l'ex-Yougoslavie auprès des institutions internationales, à l'exclusion des contacts nécessaires à une négociation de paix et, d'autre part, intégrer sans délai à tous ces organes les représentants officiels des républiques reconnues de Slovanie, de Croatie et de Bosnie-Herzégovine;*

*4° continuer d'aborder favorablement la question de la reconnaissance de la Macédoine;*

*5° continuer à soumettre la reconnaissance éventuelle de la Serbie et du Monténégro à l'adoption et au respect d'un accord de paix général dans la région, dans les limites des frontières reconnues;*

*6° examiner le statut à conférer aux provinces de Vojvodine et du Kosovo dans le cadre d'une conférence de paix sur la Yougoslavie;*

*7° poursuivre tous les efforts, chaque fois que l'occasion s'en présente, en vue de rétablir la paix par la négociation et de rassembler toutes les forces disponibles pour la reconstruction des différentes républiques.*

\*  
\* \*

La proposition de résolution est donc moins radicale. Il n'est plus question d'une intervention militaire quelconque, mais seulement d'un contrôle plus poussé du respect de l'embargo.

On a également élargi l'horizon de sorte que la résolution s'applique également à la Macédoine, au Kosovo et à la Vojvodine Bačka. L'auteur principal de la proposition espère toutefois que la communauté internationale agira de façon plus résolue dans les Balkans. Il considère que c'est tout à l'honneur de la Belgique de jouer un rôle stimulant en la matière.

*Overwegende dat belangrijke partners binnen de Europese en internationale gemeenschap bij herhaling een aarzelende houding aannemen ten overstaan van de noodzaak om tegenover deze onaanvaardbare toestand kordater op te treden;*

*Beslist, aan de Belgische regering onverwijld de opdracht te geven om binnen de Europese Gemeenschap en de U.N.O.:*

*1° er strikt over te waken dat alle bepalingen van V.R.-resoluties 752 en 757 door alle leden van de U.N.O. stipt worden nageleefd teneinde aan het economisch embargo maximale uitwerking te verzekeren;*

*2° alles in het werk te stellen opdat V.R.-resolutie 758 zo spoedig mogelijk naar letter en geest uitgevoerd zou worden met het oog op de heropening van de luchthaven van Sarajevo onder de controle van U.N.O.-blauwhelmen, teneinde een veiligheidszone te kunnen instellen die de aanvoer van humanitaire hulp mogelijk maakt;*

*3° onmiddellijk enerzijds alle contacten met vertegenwoordigers van ex-Joegoslavië in internationale instellingen te schorsen met uitzondering van de contacten nodig voor vredesonderhandelingen en anderzijds de officiële vertegenwoordigers van de erkende republieken Slovenië, Kroatië en Bosnië-Herzegovina in al deze organen te integreren;*

*4° de erkenning van Macedonië positief te blijven benaderen;*

*5° de eventuele erkenning van Servië en Montenegro te blijven afhankelijk maken van het aanvaarden en het respecteren van een algemene vredesregeling in de regio, binnen de erkende grenzen;*

*6° een onderzoek te wijden aan het statuut dat in het raam van de vredesconferentie over Joegoslavië gegeven moet worden aan de provincies Vojvodina en Kosovo;*

*7° alle inspanningen voort te zetten om, telkens daartoe ruimte is, door onderhandelingen vrede te vestigen en de krachten te bundelen tot wederopbouw van de respectieve republieken.*

\*  
\* \*

Het voorstel van resolutie komt er dus verzacht uit. Er is geen sprake meer van enige militaire tussenkomst, alleen nog van een scherper toezicht op de naleving van het embargo.

Ook werd de horizon verruimd tot Macedonië, Kosovo en Vojvodina Batsjka. De hoofdindieners drukt niettemin de hoop uit dat de internationale gemeenschap in de Balkan wat kordater zou optreden. Hij aanziet het als een eer voor België, ter zake een stimulerende rol te spelen.



Le texte ne pose plus de problème aux yeux du ministre, mis à part la formulation du 4<sup>o</sup> du dispositif. Afin de ménager la susceptibilité des Grecs et de leurs partisans, il préfère remplacer les termes « la Macédoine » par les termes « l'ancienne République yougoslave de Macédoine ».

Cet amendement est adopté à l'unanimité des 15 membres présents.

Le ministre évoque encore un instant la situation en Yougoslavie. Il vient de rentrer des Etats-Unis où il a parlé de ce problème à diverses personnes haut placées. Celles-ci ont dit leur conviction que les Croates sont également responsables, en plus grande mesure que ce qui a été cru précédemment, des événements qui ont lieu en Bosnie-Herzégovine.

On ne peut rien faire de plus, à moins de prendre les armes. Mais on hésite à intervenir militairement dans ce guêpier. L'éventuelle rencontre à Strasbourg entre Milosevič et Tudjman suscite quelque espoir.

On craint que le conflit ne s'internationalise également au Kosovo. On essaiera, par le biais d'observateurs de la C.S.C.E., d'y mener des actions préventives. Le ministre appuie la revendication autonomiste, mais pas celle de l'indépendance. L'Albanie doit s'abstenir dans cette question et rester neutre.

Entre-temps, l'embargo semble porter ses fruits. On envisage également d'indemniser les pays voisins pour les dommages qu'ils encourent du fait de cet embargo.

Les observateurs politiques américains considèrent le conflit yougoslave dans le cadre de tous les troubles se produisant en Europe de l'Est : Tchécoslovaquie, Pologne, Moldavie, etc.

Un commissaire déclare que l'embargo n'est pas hermétique. Sont en cause notamment la ville portuaire de Pach, la Vojvodine Bačka et la Roumanie.

Dans le but de mieux faire comprendre, selon lui, le problème traité, il propose d'ajouter comme premier point des considérants le texte suivant :

*« que l'autonomie des territoires de Vojvodine et du Kosovo a été graduellement abolie depuis 1983 ».*

Un autre commissaire s'oppose à ce que l'on désigne des coupables. Le véritable coupable est une caractéristique malade de la race humaine, qui porte le nom de nationalisme.

D'autres membres combattent l'amendement en faisant valoir que l'on peut remonter beaucoup plus loin encore dans le passé pour comprendre les troubles actuels. La plupart trouvent qu'il suffit de prendre comme point de départ l'agression militaire incontestable de 1991.

De Minister heeft nu geen probleem meer met de tekst, behalve met de formulering van 4<sup>o</sup> uit het beschikkend gedeelte. Om de gevoeligheid van de Grieken en hun geestesgenoten te ontzien verkiest hij vóór het woord « Macedonië » de woorden « de voormalige Joegoslavische republiek van » in te lassen.

Dit amendement wordt eenparig aangenomen door de 15 aanwezige leden.

De Minister weidt dan nog even uit over de toestand in Joegoslavië. Hij is pas terug uit de V.S.A., waar hij verschillende hooggeplaatste personen heeft gesproken over die kwestie. Deze hebben hem als hun overtuiging medegedeeld dat, meer dan zij vroeger vermoedden, ook Kroatische verantwoordelijkheid gemoeid is bij wat in Bosnië-Herzegovina gebeurt.

Verder gaan dan men nu staat, kan niet; tenzij met de wapens. Maar voor een militair ingrijpen in dat wespennest deinst men terug. Enige troost ziet men in een mogelijke ontmoeting tussen Milosevič en Tudjman te Straatsburg.

Ook voor Kosovo wordt nu een internationalisering van het conflict gevreesd. Men zal trachten, via C.V.S.E.-monitoren, daar een preventieve actie te voeren. De Minister steunt de eis voor autonomie, maar niet voor onafhankelijkheid. Albanië moet zich hier onthouden en neutraal blijven.

Inmiddels schijnt het embargo gevolgen te hebben. Ook wordt overwogen, buurlanden die door het embargo schade lijden, te vergoeden.

Politieke waarnemers in de V.S.A. bekijken het Joegoslavisch conflict in samenhang met al de beroeringen in Oost-Europa: Tsjecho-Slovakije, Polen, Moldavië enz.

Een commissielid wijst erop dat het embargo lekt, o.m. via de havenstad Pach en Vojvodina Batsjka en Roemenië.

Teneinde een volgens hem beter inzicht in de behandelde problematiek te bevorderen, stelt hij voor, als eerste punt van het overwegende gedeelte de volgende tekst in te voegen :

*« dat de autonomie van de gebiedsdelen Vojvodina en Kosovo gaandeweg sedert 1983 werd opgeheven ».*

Een ander commissielid verzet zich tegen het aanwijzen van schuldigen. De ware schuldige is een ziekelijke eigenschap van het menselijke ras, die de naam « nationalisme » draagt.

Andere leden bestrijden het amendement met de bedenking dat men nog veel verder in het verleden kan teruggrijpen om de huidige troebelen te begrijpen. De meesten vinden dat het volstaat, als uitgangspunt de duidelijke militaire agressie van 1991 te nemen.



L'amendement est rejeté par 14 voix contre 1 et 1 abstention.

Un membre estime important de ne pas imputer exclusivement aux Serbes la responsabilité de toutes les souffrances incriminées. D'où son amendement tendant à compléter les considérants par un 5°, libellé comme suit :

*« 5° que Croates, Musulmans de Bosnie-Herzégovine et d'autres groupes ethniques et politiques portent également une part de responsabilité dans l'évolution du conflit. »*

Cet amendement est adopté à l'unanimité des 16 membres présents.

Un troisième commissaire estime utile d'inclure dans le texte de la résolution une référence aux droits de l'homme. Cette référence est insérée dans les considérants et libellée comme suit :

*« Considérant que toutes les solutions doivent être recherchées dans un esprit de respect des droits de l'homme, de reconnaissance des frontières existantes et de protection des minorités; »*

Cet amendement est adopté à l'unanimité des 15 membres présents.

L'ensemble de la proposition de résolution, ainsi amendée, a été adopté à l'unanimité des 15 membres présents.

Confiance a été faite au rapporteur pour la rédaction du présent rapport.

*Le Rapporteur,*  
H. VAN WAMBEKE.

*Le Président,*  
H. DE CROO.

Het amendement wordt verworpen met 14 stemmen tegen 1 bij 1 onthouding.

Een lid vindt het belangrijk, de verantwoordelijkheid voor al het aangeklaagde leed niet uitsluitend op de Serviërs te leggen. Vandaar zijn amendement, in het overwegend gedeelte, een 5° toe te voegen luidend :

*« 5° dat ook Kroaten, Moslims uit Bosnië-Herzegovina en andere etnische en politieke groepen voor een deel verantwoordelijk zijn voor de ontwikkeling van het conflict. »*

Dit amendement wordt eenparig aangenomen door de 16 aanwezige leden.

Een derde commissielid acht het nuttig, in de tekst van de resolutie enige verwijzing aan te brengen naar de rechten van de mens. Deze verwijzing wordt in de overwegingen aangebracht en luidt :

*« Overwegende dat alle oplossingen moeten worden nagestreefd in een geest van eerbiediging van de rechten van de mens, de erkenning van bestaande grenzen en de bescherming van de minderheden; »*

Dit amendement wordt eenparig aangenomen door de 15 aanwezige leden.

Het geheel van het aldus geamendeerde voorstel van resolutie wordt eenparig aangenomen door de 15 aanwezige leden.

Vertrouwen wordt geschonken aan de rapporteur.

*De Rapporteur,*  
H. VAN WAMBEKE.

*De Voorzitter,*  
H. DE CROO.

## TEXTE ADOPTE PAR LA COMMISSION

Le Sénat,

Constatant

1° que, depuis le milieu de 1991, le régime serbe a agressé militairement la Croatie et que près d'un tiers du territoire de cette république a été occupé, que des dommages irréparables y ont été causés au patrimoine historique et que des milliers d'habitations et des centaines d'églises et d'hôpitaux y ont été détruits;

2° que, depuis le début d'avril 1992, cette agression a également été menée contre la république de Bosnie-Herzégovine, entraînant là aussi des dévastations matérielles considérables;

3° que cette violence guerrière a fait des milliers de victimes civiles innocentes en Croatie et en Bosnie-Herzégovine et que plus d'un million de réfugiés ont été chassés de chez eux;

4° que le régime serbe opprime plus de deux millions d'Albanais au Kosovo;

5° que Croates, Musulmans de Bosnie-Herzégovine et d'autres groupes ethniques et politiques portent également une part de responsabilité dans l'évolution du conflit;

Considérant que non seulement la Belgique, mais aussi la communauté internationale ont reconnu l'indépendance des républiques de Slovénie, de Croatie et de Bosnie-Herzégovine;

Considérant que ni les initiatives de la Communauté européenne ni celles de l'O.N.U. n'ont pu jusqu'ici arrêter l'escalade de la violence guerrière, et moins encore créer un état de paix;

Considérant que toutes les solutions doivent être recherchées dans un esprit de respect des droits de l'homme, de reconnaissance des frontières existantes et de protection des minorités;

Considérant les difficultés rencontrées au cours des opérations de maintien de la paix en Croatie et en Bosnie-Herzégovine, ainsi que la nécessité de soutenir pleinement les efforts déployés dans ce domaine par le secrétaire général et le Conseil de sécurité;

Considérant l'importance du maintien d'un dialogue avec les parties concernées;

Considérant que des partenaires importants au sein de la Communauté européenne et internationale ont adopté à plusieurs reprises une attitude hésitante quant à la nécessité d'une action plus résolue face à cette situation inadmissible;

## TEKST AANGENOMEN DOOR DE COMMISSIE

De Senaat,

Vaststellende

1° dat het Servisch regime sinds midden 1991 militaire agressie ontplooid heeft tegen Kroatië en dat nagenoeg één derde van het grondgebied van deze republiek bezet werd, dat aldaar onherstelbare schade werd aangebracht aan het historisch patrimonium, duizenden woningen, honderden kerken en hospitalen werden verwoest;

2° dat sinds begin april 1992 deze agressie ook werd ontwikkeld tegen de republiek Bosnië-Herzegovina waardoor eveneens op grote schaal materiële verwoestingen werden aangericht;

3° dat door het oorlogsgeweld in Kroatië en in Bosnië-Herzegovina duizenden onschuldige burgerlijke slachtoffers zijn gevallen en meer dan één miljoen vluchtelingen uit hun woongebied werden verdreven;

4° dat het Servisch regime in Kosovo meer dan twee miljoen Albanezen onderdrukt;

5° dat ook Kroaten, Moslims uit Bosnië-Herzegovina en andere etnische en politieke groepen voor een deel verantwoordelijk zijn voor de ontwikkeling van het conflict;

Overwegende dat niet alleen België maar ook de internationale gemeenschap Slovenië, Kroatië en Bosnië-Herzegovina erkend hebben als onafhankelijke republieken;

Overwegende dat noch de initiatieven van de Europese Gemeenschap, noch van de V.N. alsnog de escalatie van het oorlogsgeweld hebben kunnen tot stilstand brengen, laat staan een toestand van vrede scheppen;

Overwegende dat alle oplossingen moeten worden nagestreefd in een geest van eerbiediging van de rechten van de mens, de erkenning van bestaande grenzen en de bescherming van de rechten van de minderheden;

Overwegende de moeilijkheden ondervonden in de «peace keeping»-operaties in Kroatië en Bosnië-Herzegovina en de noodzaak ten volle de inspanningen van de Secretaris-Generaal en de Veiligheidsraad ter zake te ondersteunen;

Overwegende het belang van een instandhouding van een dialoog met de betrokken partijen;

Overwegende dat belangrijke partners binnen de Europese en internationale gemeenschap bij herhaling een aarzelende houding aannemen ten overstaan van de noodzaak om tegenover deze onaanvaardbare toestand kordater op te treden;

Décide de charger sans délai le Gouvernement belge, dans le cadre de la Communauté européenne et de l'O.N.U., de:

1° veiller à ce que tous les membres de l'O.N.U. observent strictement toutes les dispositions des résolutions n<sup>os</sup> 752 et 757 du Conseil de sécurité, afin que l'embargo économique produise un maximum de résultats;

2° mettre tout en œuvre pour que la résolution n<sup>o</sup> 758 soit exécutée, selon la lettre et l'esprit, aussi rapidement que possible, en vue de la réouverture de l'aéroport de Sarajevo sous le contrôle des Casques bleus de l'O.N.U., afin de pouvoir créer une zone de sécurité permettant l'acheminement de l'aide humanitaire;

3° d'une part, suspendre sans délai tout contact avec les représentants de l'ex-Yougoslavie auprès des institutions internationales, à l'exclusion des contacts nécessaires à une négociation de paix, et, d'autre part, intégrer sans délai à tous ces organes les représentants officiels des républiques reconnues de Slovénie, de Croatie et de Bosnie-Herzégovine;

4° continuer d'aborder favorablement la question de la reconnaissance de l'ancienne république yougoslave de Macédoine.

5° continuer à soumettre la reconnaissance éventuelle de la Serbie et du Monténégro à l'adoption et au respect d'un accord de paix général dans la région, dans les limites des frontières reconnues;

6° examiner le statut à conférer aux provinces de Vojvodine et du Kosovo dans le cadre d'une conférence de paix sur la Yougoslavie;

7° poursuivre tous les efforts, chaque fois que l'occasion s'en présente, en vue de rétablir la paix par la négociation et de rassembler toutes les forces disponibles pour la reconstruction des différentes républiques.

Beslist, aan de Belgische regering onverwijld de opdracht te geven om binnen de Europese Gemeenschap en de V.N.:

1° er strikt over te waken dat alle bepalingen van V.R.-resoluties 752 en 757 door alle leden van de U.N.O. stipt worden nageleefd teneinde aan het economisch embargo maximale uitwerking te verzekeren;

2° alles in het werk te stellen opdat V.R.-resolutie 758 zo spoedig mogelijk naar letter en geest uitgevoerd zou worden met het oog op de heropening van de luchthaven van Sarajevo onder de controle van V.N.-blauwhelmen, teneinde een veiligheidszone te kunnen instellen die de aanvoer van humanitaire hulp mogelijk maakt;

3° onmiddellijk enerzijds alle contacten met vertegenwoordigers van ex-Joegoslavië in internationale instellingen te schorsen met uitzondering van de contacten nodig voor vredesonderhandelingen en anderzijds de officiële vertegenwoordigers van de erkende republieken Slovenië, Kroatië en Bosnië-Herzegovina in al deze organen te integreren;

4° de erkenning van de voormalige Joegoslavische republiek van Macedonië positief te blijven benaderen;

5° de eventuele erkenning van Servië en Montenegro te blijven afhankelijk maken van het aanvaarden en het respecteren van een algemene vredesregeling in de regio, binnen de erkende grenzen;

6° een onderzoek te wijden aan het statuut dat in het raam van de vredesconferentie over Joegoslavië gegeven moet worden aan de provincies Vojvodina en Kosovo;

7° alle inspanningen voort te zetten om, telkens daartoe ruimte is, door onderhandelingen vrede te vestigen en de krachten te bundelen tot wederopbouw van de respectieve republieken.